



LIONEL ZINSOU

Chairman of PAI Partners

Mesdames et Messieurs, bonsoir. Merci d'être fidèles à cette heure tardive. Mon nom est Lionel Zinsou. Je suis un financier français, mais je suis un citoyen béninois. A certains moments dans cette table ronde dont j'ai l'honneur d'être modérateur, je poserai des questions d'Africain, et pas simplement des questions de citoyen français.

Je voudrais remercier les membres du panel, qui ont tous en commun d'être des grands praticiens de la gouvernance mondiale ou de la gouvernance en Afrique, et d'avoir une longue expérience dans ce domaine. C'est leur point commun, en plus d'un attachement et d'un engagement considérable dans leur vie pour l'Afrique. Le Président Mo Ibrahim est non seulement un très grand entrepreneur qui a réussi un succès exceptionnel dans l'industrie emblématique de la Renaissance africaine que sont les télécoms. Mais qui a mis aujourd'hui sa vie au service de la gouvernance et du développement de l'Afrique en créant la Fondation Mo Ibrahim, qui fait beaucoup de choses, mais qui est surtout très célèbre pour son indice de gouvernance dans le classement des Etats au regard de tous les critères de la gouvernance. Je lui demanderai tout à l'heure de nous présenter cet effort.

Et également, la remise du prix du leadership africain, qui ne peut pas se remettre tous les ans. Cela veut dire que nous n'avons pas une régularité absolue dans l'excellence du leadership, mais qui néanmoins a récompensé plusieurs chefs d'Etat, en Afrique et va continuer de le faire.

Merci à Monsieur Hakim Ben Hammouda d'être avec nous. Il est le conseiller spécial du Président d'une institution qui est centrale pour la croissance africaine, et qui incarne à bien des égards une gouvernance exemplaire des finances en Afrique, et qui est la Banque africaine de développement. Il est lui-même un économiste tout à fait important, et qui notamment a donné à l'Afrique déjà son action et son expérience à travers la position de chef économiste de la Commission des Nations unies pour l'Afrique.

Merci, Monsieur le Premier Ministre Edem Kodjo, d'un pays très proche du mien. Tellement proche qu'historiquement en fait, nous avons été souvent mélangés. Edem Kodjo, quand j'étais encore un jeune enseignant, était déjà une star, il était le secrétaire général de l'organisation de l'unité africaine. C'est une expérience de gouvernance de tout le continent, d'une institution qui débutait (OAU), et ensuite c'est l'expérience par deux fois de diriger le gouvernement de la république du Togo. Y compris dans les conditions d'une transition démocratique pour l'expérience la plus récente, à partir de 2005.

Et Jean-Michel Severino. Lui, incarne la gouvernance du système multilatéral, représente de façon emblématique, iconique comme on dit en anglais, la gouvernance également économique bilatérale pour avoir dirigé l'agence française de développement avec beaucoup de rayonnement. Et sur le plan multilatéral, la Banque mondiale comme Vice-président Afrique. Et d'avoir décidé de passer du domaine de l'aide publique au développement vers celui de l'encouragement à l'investissement, et dirigeant maintenant depuis deux ans des activités de Capital Investissement.

Nous avons à déjeuner un difficile débat sur la question de savoir si les banquiers, qu'ils soient centraux ou primaires, pouvaient inspirer confiance. Je dirais – et je ne sais pas si tout le monde a été convaincu d'ailleurs en termes de confiance pendant ce déjeuner sur la capacité des banquiers à inspirer confiance. Je dirais que nous sommes sur un continent où même les gens qui font du *private equity* sont des gens honorables. Où même les banquiers sont des gens qui sont porteurs d'espoir. Parce que nous avons tellement de problèmes dans la croissance africaine à rassembler les capitaux qui nous sont nécessaires, puisque nous avons une dizaine de capitales, et à rassembler les dettes qui accompagnent ces capitaux pour faire de l'investissement d'infrastructures, que même les banquiers inspirent confiance en Afrique. Et d'ailleurs de façon générale aussi, dans beaucoup de pays émergents.

En fait, les banquiers ne créent de scepticisme peut-être que dans le vieux monde, et dans le Nouveau Monde ils créent encore des espérances. En tout cas, s'il y en a un qui crée des espérances, c'est clairement Jean-Michel.

Juste pour problématiser légèrement cette session pour les habitués de la conférence : l'Afrique a toujours été pour la *World Policy Conference*, depuis le premier jour de la première édition, un thème important. Comme africains, nous en sommes très reconnaissants, parce que ce n'est pas si fréquent quand on traite de gouvernance mondiale.

Ceux d'entre vous qui étaient là à la première édition se rappellent probablement du discours du Président Abdoulaye Wade du Sénégal. Mais je dirais que cette édition, après deux éditions en terre africaine à Marrakech et une édition à Vienne, où avec Jean-Michel nous avons été sur scène déjà sur l'Afrique et ses problèmes de croissance, et ses solutions de croissance.

Je crois que cette édition est peut-être la plus saturée d'Afrique, et nous en sommes heureux et fiers. Parce que le Président Alassane Ouattara a évidemment introduit cette session finale par ses mots d'ouverture. Je les ai trouvés très éloquentes. La voie de l'Afrique s'est exprimée dès l'ouverture de cette conférence. Et dans chacune des tables rondes, nous en avons ce matin l'illustration sur l'énergie, sur la finance et sur les risques majeurs : il y a toujours désormais une problématique africaine. Je crois que l'Afrique est très présente, très centrale. C'est bien ici, et c'est rare.

Je voudrais dire : notre acquis de 5 années de conférences, c'est que nous faisons partie des gens, et je crois que c'est commun à tous ceux qui sont sur cette scène, qui pensent qu'il n'y a plus à démontrer, il n'y a plus à convaincre. La croissance africaine est soutenue, soutenable. Elle est de 5 % en moyenne par an depuis maintenant plus de 12 ans, elle a d'excellentes raisons de l'être. Ce n'est pas encore quelque chose qui convainc 80 % des opinions publiques dans les pays avancés. D'ailleurs, cela ne convainc peut-être même pas 80 % des opinions publiques en Afrique. Mais on va partir de l'idée que comme vous êtes une assistance extrêmement sophistiquée, pour vous c'est très clair : l'envol de l'Afrique est acquis.

Il y a d'ailleurs de nombreuses preuves, qui ne sont pas que dans les chiffres de PIB, qui sont dans les comportements de consommations, qui sont dans les résultats d'entreprises, qui sont dans le nombre de salariés, qui progresse plus vite en Afrique qu'en Asie. Qui sont dans le développement de la classe moyenne, qui là aussi a des effectifs en croissance supérieurs à tous les continents. Dans la réduction de la pauvreté absolue, et dans le fait que contre toute attente les objectifs du millénaire en 2015 vont être atteints par beaucoup plus de pays africains qu'on ne le croyait quand on les a énoncés.

On part de cela comme si c'était un acquis. Et donc ce que je vais essayer de faire en vous cédant tout de suite et définitivement la parole, Messieurs, c'est de vous demander peut-être à chacun de nous dire quelle est la leçon de votre expérience un peu personnelle sur la façon dont l'Afrique se gouverne et se gouvernera dans les années qui viennent. Et comment sa gouvernance peut être un élément essentiel de son développement.

Ensuite j'essaierai peut-être de vous proposer de réfléchir au défi de l'avenir. Parce que la croissance ne résout pas tout. Il y a une anomie de la croissance. Une croissance forte, qui dans beaucoup de pays, est une croissance en surchauffe. Puisque nous comptons six économies africaines parmi les dix économies les plus rapides en croissance dans le monde, de 2011-2012. Souvent la surchauffe crée de nouveaux problèmes, et je vous demanderai peut-être que nous ayons cette espèce de regard où l'on essaie d'être un peu en avance comme nous l'avons été il y a 5 ans, en vous demandant : Si nous maintenons cette croissance durablement, est-elle soutenable du point de vue de l'environnement ? Du point de vue social ? Du point de vue de l'égalité et de la réduction des inégalités ? Quelle gouvernance peut aider à rendre cette croissance encore plus forte, mais portant en elle-même les remèdes des excès de surchauffe qu'elle pourrait comporter ?

Voilà un peu le menu que je vous proposerai volontiers, mais je préférerais que vous commenciez par votre credo à chacun sur, Monsieur le Président Mo Ibrahim : est-ce que la gouvernance est un facteur dans votre expérience différenciant, qui permet au développement de s'accomplir ?